

pire relatives à la convention spéciale conclue avec la France le 29 juin 1872 pour le paiement des trois derniers milliards de l'indemnité de guerre échéant le 2 mars 1874, — et à la convention du 15 mars 1873 pour le paiement anticipé de l'indemnité de guerre et l'évacuation du territoire français.

M. BAMBERGER. D'une fois de plus combien notre demande d'indemnité à la France était appropriée aux circonstances et en raison des forces contributives de notre adversaire est un lieu commun dont je m'abstiens, si je ne tenais à en déduire que, de plus, le mode même d'effectuer une aussi grande opération ne pouvait point constituer pour la France une charge disproportionnée. Il y a en effet une différence très-notable entre la liquidation à laquelle nous assistons et la véritable liquidation, celle qui ne s'opérerait qu'à la longue. Lorsque la France se mit en devoir de payer l'indemnité de guerre elle liquida d'abord une partie de la dette en maintenant le cours forcé du papier-monnaie, puis son gouvernement s'adressa aux citoyens et leur dit : Vous devez verser annuellement dans les caisses de l'Etat une rente de 300 millions et moi, gouvernement, j'aliénerai le capital de cette rente et liquidera, au moyen de ce capital, le reste de la dette. Le mode de paiement le plus simple est donc pour la France de verser directement à l'Allemagne cette rente annuelle de 300 millions, mais c'est être éterniser le fâcheux souvenir de la guerre, ce qui n'était désirable ni pour la France ni pour nous. Par conséquent, il ne restait à la France qu'à aliéner cette rente en faveur de tiers, qui, en retour, s'engageaient à payer le capital par versements considérables. Ces versements variant entre 100 et 400 millions, il en résulte forcément des perturbations du marché financier, car il faut en premier lieu que les sommes s'accumulent sur certain point pour être ensuite à une certaine échéance jetées sur le marché allemand.

Ce qui est important encore c'est le mode des versements. La France s'acquittait de sa dette, soit avec des espèces sonnantes, soit avec de l'argent, soit avec de l'or brut. Mais elle ne pouvait pas nous offrir beaucoup de métal et nous ne pouvions pas non plus en accepter beaucoup. Nous sommes à même d'évaluer exactement notre afflux d'or, et il nous en est venu beaucoup moins de la France que de l'Autriche et de la Californie. Quant à l'argent, nous en avons reçu dans de plus faibles proportions encore. En conséquence, le gouvernement français devait recourir surtout aux traites. Il a fait acheter par des fonds de pouvoirs toutes les traites de la France sur l'Allemagne qu'il a pu se procurer, tandis que pour le reste il a acheté principalement des traites sur l'Angleterre. Ce que je vais dire paraîtra paradoxal, mais c'est un fait, que, quant à la véritable liquidation, la France ne paiera rien de plus que ce que nous possédons déjà. Le gouvernement de Versailles amasse toutes les valeurs exigibles en vertu de ventes opérées par des citoyens français. L'Allemagne, de son côté, qui achète du vin, de la soie, des articles de Paris, etc., a épargné ce qu'il lui faut pour couvrir le montant de ces importations et c'est la France qui profite du fruit de ses épargnes. De plus, nous avons acquis presque toutes les sommes dues à la France par les gouvernements étrangers et par les Compagnies de chemins de fer ; nous avons, par exemple, des titres de participation du chemin de l'Etat autrichien, du chemin de fer du Sud autrichien, de la route italienne, etc. Mais tout cela nous n'avions pas eu déjà antérieurement les moyens de le faire.

De tout ce qui précède, il faut tirer la conclusion qu'une pareille accumulation de mandats et assignations a pour conséquence en Allemagne de faire hausser tous les prix, de déprécier la valeur de l'argent et de favoriser les entreprises et spéculations les plus vertigineuses.

Aussi une répartition prudente des ressources qui abonde chez nous est-elle de toute urgence. Puisse les gouvernements confédérés y réfléchir mûrement, — car c'est un fait que nous sommes déjà arrivés à une dépréciation de l'argent, si nous comparons sa valeur actuelle avec celle qu'il avait il y a quelques années seulement. On explique ce phénomène en alléguant différentes considérations, la circulation des banknotes, l'augmentation des salaires, etc., etc., mais, à mes yeux, la véritable cause de la hausse des prix gît dans le fait que notre gouvernement a négligé d'écouler à l'étranger le trop-plein de nos ressources. Là est le noeud de la question, et là est la raison de cette anomalie dont nous sommes actuellement témoins à la Bourse, ce que c'est pour l'emprunteur qui cherche le prêteur, mais bien le prêteur qui poursuit l'emprunteur. La cause de la hausse de Bourse effrénée, Or, messieurs, le jeu de Bourse à un degré aussi effréné est le bouquet du feu d'artifice qui éclaira la scène : après cela, le rideau tombe, et il faut finir !

Je conclus, messieurs, et cela par la recommandation instante de ne pas trop nous presser d'amortir notre dette, mais de rechercher pour nos excédents d'indemnité d'autres placements que des effets indigènes. Le cercle est trop étroit pour des masses de valeurs aussi énormes : de là forcément le jeu et la spéculation. Je ne voudrais pas qu'on dit à nos représentants de l'Etat : Vos capitaux vont vous être remboursés, voyez à leur trouver d'autres placements — car que leur reste-t-il à faire ? Ils s'adressent aux spéculateurs quand même (Schneider) et leur demandent comme une grâce de les débarrasser de leurs capitaux. C'est toujours avec plaisir que je verrais nos journaux prêcher, dans leur première page, la moralité et la modération si leur quatrième page ne formait pas en règle générale une contradiction flagrante avec ces principes. Messieurs, il y a mieux à faire que de prêcher la moralité, c'est d'écarter toute occasion d'induire en tentation, — et ce principe-là je le recommande chaudement au Parlement de l'empire et au gouvernement impérial.

M. LE COMTE RITTERBERG voudrait que tous les projets de loi concernant l'emploi des sommes provenant de l'indemnité de guerre fussent soumis à une commission spéciale.

M. RICHTER appuie la motion du préopinant. Il remercie le ministre des finances d'avoir présenté au Parlement dès le début de la session les projets relatifs à la répartition de l'indemnité, mais il y a un certain point qui lui inspire des scrupules. L'exposé du ministre ne fait aucune mention des intérêts courants des sommes versées à compte de l'indemnité, et le bruit court, dit l'orateur, qu'au moyen de ces intérêts on aurait constitué une deuxième série de dotations. L'orateur pourrait même citer une personne qui a reçu dernièrement 30,000 th. provenant de cette source. M. Richter conclut en appuyant le conseil de M. Bamberger de ne pas presser d'amortir la dette publique, mais d'acheter des valeurs étrangères.

M. DELBRÜCK, président de la chancellerie de l'empire. Le capital des dotations n'a pas été mis à intérêt, de sorte qu'il n'est pas exact de prétendre qu'on aurait accordé, sur le montant de ces intérêts, de nouvelles dotations.

M. LASKER. Je considère les explications de l'honorable président de la chancellerie de l'empire comme un démenti au bruit courrant une deuxième série de dotations. (Non !)

Non !), et cela par la simple raison que le capital des dotations n'a pas été mis à intérêt. Quant à l'achat de valeurs étrangères au lieu d'effets indigènes, c'est l'une de ces questions qui ne se résolvent pas en deux mots et sans mûre examen, — et cet examen, nous le ferons lorsqu'il s'agira du projet de loi concernant le fonds des invalides. Le gouvernement est certainement responsable de ce qu'il a fait jusqu'ici, mais, quant à moi, je ne méconnais nullement la situation forcée dans laquelle il s'est trouvé, et je suis tout disposé à le décharger de cette responsabilité.

Messieurs, il n'est pas dans les habitudes des Allemands de perdre beaucoup de mots en présence d'un fait accompli tel que l'est la récente convention avec la France. Mais puisqu'une discussion a été engagée, je ne puis pas m'empêcher d'exprimer à l'homme d'Etat qui dirige notre politique étrangère toute ma gratitude pour l'habileté avec laquelle il a su défendre les intérêts de l'empire. La sagesse dont il a fait preuve en cette occasion a eu pour résultat une amélioration de nos rapports avec la France, et ce résultat n'est pas à dédaigner. Nous voyons qu'en France le gouvernement ainsi que tous les partis reconnaissent l'esprit conciliant de notre gouvernement, et je crois que la disposition du traité concernant l'évacuation anticipée du territoire français répond aussi aux vœux de la nation allemande. Cette concession est si importante que tous les partis en France ont subitement désarmé pour témoigner leur gratitude au gouvernement français, et, indirectement, aussi envers le nôtre. Par le tact qu'il a déployé dans la direction des affaires, le gouvernement qui a réussi à conclure cet arrangement a bien mérité de la patrie. (Vifs applaudissements.)

M. RICHTER n'est pas satisfait de la réponse de M. Delbrück quant aux dotations et désire savoir exactement si l'on n'a rien payé, pour des dotations, au-delà de la somme de 4 millions votée à cet effet.

M. DELBRÜCK. Je ne sais rien de pareils paiements.

M. RICHTER. J'ai tiré cette nouvelle de la presse officielle du chancelier de l'empire.

M. LE CHANCELIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK. M. Richter a cité comme source la « presse officielle du chancelier de l'empire ». C'est là une expression très commode, mais qui tombe à faux, car il n'existe pas de presse officielle de ce genre, et si je fais insérer une loi ou l'autre un article dans tel ou tel journal, je ne puis pourtant pas être rendu responsable des insinuations (Thorheiten) qu'il peut contenir, — comme on le fait souvent en disant : « On lit dans la feuille de M. de Bismarck, etc. » En conséquence, je prie M. Richter de bien vouloir me faire parvenir l'article en question, clairement désigné, car, pour le moment, j'ignore, tout autant que mon voisin (M. Delbrück) le fait que de nouvelles dotations auraient été instituées. Ce que je dis, je l'affirme officiellement, et, autant que je m'en souviens, je n'ai encore jamais menti officiellement. (Grande hilarité.)

M. RICHTER. Je tiens la nouvelle de M. Aegidi, qui est pourtant un fonctionnaire du ressort de la chancellerie de l'empire.

M. LE PRINCE DE BISMARCK. Je suis si occupé que je ne puis souvent empêcher d'expédier régulièrement mes affaires les plus importantes et je puis d'autant moins assumer la responsabilité de tout ce que d'autres peuvent écrire. Ainsi, la citation du nom de la personne dont il s'agit ne pouvait guère m'intéresser.

M. LE PRÉSIDENT SIMON constate, à la clôture de la discussion, que le Parlement prend acte des conventions avec la France, et cela, comme le président ose l'affirmer, avec une haute satisfaction (Assentiment général).

M. LE PRINCE DE BISMARCK. Je remercie l'assemblée.

Il n'y a pour l'homme d'Etat pas de plus haute satisfaction que la reconnaissance de ses concitoyens, exprimée par la majorité de ses représentants. Cette reconnaissance est pour moi un encouragement et un stimulant, je dirai même un réconfortant (Arsenal) contre la faiblesse avec laquelle, de temps à autre, je m'acquiesce de mon service.

Le reste de la séance est consacré à l'examen de questions financières : vote, en première et en deuxième lecture, du projet de loi sur les excédents de dépenses de l'administration de la marine de 1867 à 1871 ; — approbation du rapport sur l'application de la loi du 28 octobre 1871, concernant le remboursement de l'emprunt 5 0/0 de 1870.

La séance est levée à trois heures et demie.

La National-Zeitung croit savoir que l'escadre d'évolution de l'Atlantique, sous les ordres du capitaine Werner, — laquelle vient de relâcher à Plymouth pour faire du charbon, — ne reviendra pas dans la Baltique, mais ira croiser dans les eaux de l'Espagne.

Nous avions dit, il y a quelques jours, que les résidents allemands dans les ports espagnols avaient réclamé cette mesure.

PRUSSE. — Comme il fallait s'y attendre, les ecclésiastiques et maîtres de religion des écoles supérieures de la Pologne ont répondu à la mise en demeure du gouvernement en déclarant, au sujet de l'enseignement de la religion en langue allemande dans ces écoles, qu'ils se soumettent en tout aux ordres de l'archevêque de Posen, M. Ledochowski. Or, ces ecclésiastiques et maîtres de religion étant en même temps fonctionnaires de l'Etat, et salariés par lui, le gouvernement ne peut guère s'accommoder d'une pareille résistance ouverte.

En conséquence, dit une dépêche de Posen en date du 24 mars, les ecclésiastiques et maîtres de religion récalcitrants seront suspendus de leurs fonctions le 1^{er} avril prochain et remplacés par des maîtres laïques. Quant au service religieux dans les chapelles des gymnases et écoles supérieures auxquels sont attachés des ecclésiastiques qui refusent d'obéir aux ordonnances de l'autorité civile, il sera suspendu jusqu'à nouvel ordre.

SAXE-WEIMAR. — L'Assemblée générale des députés de la ligue des imprimeurs allemands a eu lieu à Weimar le 24 mars. Comme on l'espérait, ses décisions ont toutes été dans le sens de la conciliation. L'Assemblée a adopté en principe un nouveau tarif des salaires des ouvriers typographes, et a consenti, à la demande de l'association générale des ouvriers, à convoquer une assemblée de députés de la ligue des patrons et de la coalition des ouvriers pour discuter en commun les stipulations du nouveau tarif, — mais ce consentement est subordonné à la condition qu'aucun de ces tarifs mis en vigueur, le comité de l'association des ouvriers déclarera la grève terminée, tout comme, de leur côté, les patrons s'engagent à reprendre immédiatement les ouvriers congédiés pour cause d'affiliation à l'association générale des typographes.

France.

Le Journal des Débats annonce que la commission législative chargée de procéder à une enquête sur les conditions du travail en France a reçu de M. le comte de Paris une déposition manuscrite qui sera publiée sous peu en forme de livre sous le titre : *De la situation des ouvriers en Angleterre*.

La feuille parisienne publie ensuite quelques extraits de cet ouvrage que nous lui empruntons, et qui ont trait aux questions les plus graves du problème dont la commission est occupée.

J'ai divisé, dit l'auteur, ce travail en trois parties.

Dans la première, j'ai réuni quelques renseignements sur le taux des salaires en Angleterre : c'est le fond de toutes les questions qui amènent des luttes si féroces dans l'industrie, et le point de départ nécessaire de toute cette étude.

La seconde partie comprend l'énumération des différents moyens employés par l'initiative individuelle pour améliorer la situation de l'ouvrier ; unions fondées pour soutenir les grèves et élever les salaires ; institutions qui, sans changer les rapports entre le capital et le travail, contribuent, sous le nom de sociétés de consommation et de secours mutuels, à cette amélioration ; tentatives faites pour donner aux ouvriers une part de capital, sous le nom de Sociétés de construction, Sociétés coopératives de production, banques populaires, et Sociétés de participation industrielle.

Enfin, dans la troisième partie, je montrerai le rôle des représentants de la société au milieu de ces questions et la mesure dans laquelle le pouvoir législatif a cru devoir intervenir pour la protection des ouvriers.

C'est de cette troisième partie de l'ouvrage, intitulée *Intervention législative*, que sont tirées les pages qui suivent :

Si, d'une part, il faut repousser les funestes théories de ceux qui prétendent demander à l'Etat un remède universel pour toutes les souffrances sociales et ne tendent qu'à établir, sous ce prétexte, le plus intolérable des despotismes, c'est, d'autre part, un devoir pour tous ceux qui combattent ces dangereux utopistes au nom de la liberté et de la civilisation, de rechercher par quels moyens légaux l'amélioration morale et matérielle de ceux de leurs concitoyens qui sont voués, par leur naissance ou quelque autre hasard de la destinée, au travail manuel, peut être assurée.

Les lois qui concernent les ouvriers en Angleterre doivent être divisées en deux catégories, selon qu'elles les touchent indirectement ou directement.

Je passerai rapidement sur la première catégorie, qui n'est point partie essentielle de mon sujet et qui m'entraînerait trop loin, car elle comprend un nombre considérable de lois fort diverses, tenant à la politique, aux finances, à l'administration, et elle se rapporte à tout un ensemble législatif sur lequel il ne s'agit pas, je pense, de revenir chez nous.

Je me bornerai donc à énumérer les plus importantes de ces lois, pour montrer l'influence qu'elles ont pu exercer sur le bien-être moral et matériel des ouvriers ; et je me servirai particulièrement dans cet aperçu, comme dans le reste du chapitre, d'un remarquable ouvrage publié sur ce sujet, en 1867, par MM. Ludlow et Jones, en le complétant pour les cinq dernières années par l'étude des documents officiels.

Les mesures législatives qui ont contribué au bien-être des classes ouvrières indirectement, c'est-à-dire sans être faites exclusivement à leur égard, peuvent se diviser en trois classes :

A. — Celles qui régissent et favorisent la fondation d'institutions et de Sociétés utiles aux ouvriers, et qui sont désignées en anglais sous le nom de *Enabling Acts*.

B. — Celles qui, sous le nom de *General Benefit Acts*, ont, principalement en matière de finances et de règlements sanitaires, allégé les charges qui pèsent sur le plus grand nombre, et qui assurent certains avantages à la masse de la population.

C. — Celles qui concernent l'instruction primaire.

L'auteur expose ici successivement les mesures de toute sorte qui ont profité, même en embrassant d'autres intérêts, à l'amélioration du sort des classes laborieuses. Puis il arrive à l'instruction primaire :

... Le développement de l'instruction dans les classes ouvrières doit être considéré comme le plus grand progrès qu'il y ait eu, car il ouvre la voie à tous les autres, et, sans l'instruction, le bien-être matériel n'est souvent que le fruit de la chance ou du hasard.

Je pourrais donc, sans sortir de mon sujet, exposer en détail ce qui s'est fait en Angleterre pour répandre l'instruction primaire et ce qui reste encore à y faire. Mais cette étude me retiendrait trop longtemps. Il est d'ailleurs permis à un Français, qui n'a en ce point d'occasions de voir à quel point l'instruction universelle contribue à la puissance de l'Allemagne et des Etats-Unis, d'espérer que l'Assemblée Nationale ne se laissera pas devancer par l'Angleterre et dotera notre pays des institutions propres à lui assurer à cet égard le rang qu'il devrait occuper dans le monde civilisé.

C'est pas ici la place de discuter la question de l'instruction gratuite et obligatoire. Mais le peu que j'aurai tout à l'heure l'occasion de dire prouvera, je crois, que, dans un pays qui n'a ni le suffrage universel ni le service militaire obligatoire, où les réformes ne s'opèrent pas d'un seul coup et d'une manière générale, le système de l'instruction obligatoire est cependant en voie de s'introduire. Il pénètre peu à peu dans les mœurs, grâce aux prescriptions sévères des *Factories Acts*, dont je parlerai plus loin. La nouvelle loi, dont je vais donner un aperçu, en prépare l'application en multipliant les écoles ; et un beau jour, lorsque nous n'aurons peut-être pas encore adopté ce principe salutaire, l'Angleterre, sentant qu'elle est en état de l'appliquer, le proclamera et le pratiquera sincèrement et complètement.

J'ai déjà fait connaître les institutions qui ont pour but de répandre l'instruction élémentaire des arts et des sciences dans les classes ouvrières.

Quant aux lois qui rendent, dans certains cas, l'instruction obligatoire pour les enfants, j'aurai à en parler à propos de la législation protectrice de l'enfance, à laquelle elles sont subordonnées.

L'intervention de l'Etat dans l'éducation publique est une nouveauté en Angleterre, où le soin d'instruire les jeunes générations avait été, pendant des siècles, exclusivement confié aux ministres de la religion officielle. Elle est en grande partie le résultat de la révolution industrielle et commerciale en France, où les autorités anglaises ont cherché en vain dans cette intervention un moyen de soustraire les anciens habitants du sol à l'influence du clergé national. Mais la vieille querelle nationale, qui donne à tout ce qui se fait en France un caractère particulier, et qui complique les questions les plus simples, rendrait inutile, pour le but que je me propose, l'examen du système de l'éducation en France. Je me bornerai à dire ici que les écoles mixtes ou nationales, qui donnent une instruction générale toute laïque, en confiant à certains moments les élèves aux ministres des religions diverses auxquelles ils appartiennent, ont eu un grand succès et promettent d'heureux résultats.

En Angleterre, l'intervention de l'Etat se révèle pour la première fois le 11 août 1840

par le vote de 750,000 fr. pour l'éducation publique. Cette intervention est réglée par la loi du 19 juillet 1844, qui confirme et étend les pouvoirs du comité du conseil privé sur l'instruction publique, établit le principe que les sommes votées par le Parlement seront réparties à titre de subventions entre les écoles qui auront pour cela rempli certaines conditions, et institue enfin des inspecteurs chargés d'examiner les élèves, de visiter les écoles et de présider à cette répartition.

Jusqu'en 1870, le rôle du gouvernement s'est borné à encourager ainsi les écoles fondées, soit par des particuliers, soit par des différents communautés religieuses, et principalement par l'Eglise anglicane, soit encore par des conseils municipaux ou par des Sociétés diverses. Avant de passer à la loi de 1870, la seule qui mérite ici notre attention, je donnerai quelques chiffres sur la statistique de l'instruction primaire en 1866. (Sont les chiffres.)

... La somme totale votée pour l'instruction primaire du Royaume-Uni a été, en 1867, de 25,782,800 fr.

Un seul chiffre montrera les progrès de l'instruction primaire sous l'influence de ce système : le nombre des élèves dans les écoles visitées, qui en 1867 était de 1,391,100, ne s'est élevé qu'à ans auparavant, en 1857, qu'à 626,696.

Il me reste plus qu'à parler de la nouvelle organisation établie par la loi du 9 août 1870, dont on ne peut encore aujourd'hui apprécier les résultats. Elle constitue des districts d'écoles, composés d'une ou de plusieurs communes, l'agglomération de Londres en formant un spécial, qui sont tenus de posséder chacun le nombre suffisant à leur population d'écoles publiques élémentaires, où les élèves ne doivent pas payer plus de 94 c. par semaine. Un règlement détaillé indique les conditions auxquelles une école est classée comme école publique et reçoit une subvention : on y remarque les prescriptions les plus sévères en faveur de la liberté religieuse des élèves. Ces écoles sont classées après la visite des inspecteurs, qui examinent les élèves et les rangent dans six classes, selon leur degré d'instruction. L'autorité directrice supérieure du gouvernement est exercée par le département de l'éducation, dont relèvent les inspecteurs. Mais l'application de la loi est laissée aux autorités locales. Ces autorités sont : les surveillants des pauvres dans les communes rurales ; les conseils municipaux dans les bourgs ; et un bureau spécial, *School-board*, élu comme les *Vestries*, dans l'agglomération de Londres, mais unique pour toute la capitale. Le département de l'éducation détermine la quantité d'écoles nécessaires dans chaque district ; il reçoit les appels contre les autorités locales ou les inspecteurs et ordonne les enquêtes. Si les autorités locales, négligeant ses prescriptions, n'ont pas établi, dans un délai donné, les écoles qu'il a prescrites, il fait former, par élection, dans le district, un *School-board* spécial.

La loi permet à ces *Boards* de faire des règlements établissant l'instruction obligatoire et assurant la gratuité aux pauvres, et de se charger de l'administration des écoles volontaires qui ne pourraient subsister dans ces conditions. La loi prévoit divers cas où le département peut ordonner la formation d'un *School-board* : les autorités locales peuvent toujours le demander. Il est nommé par les électeurs communaux ; à Londres, il est formé par scrutin de liste, avec la faculté pour l'électeur de concentrer toutes ses voix sur un seul candidat. Le mandat y est triennal ; six mois d'absence emportent la démission. Le *School-board* est une personne civile qui nomme des employés salariés, achète, bâtit, dote et entretient les écoles. Il peut emprunter avec amortissement pour un terme de moins de cinquante ans. Il a le droit de nommer un comité de direction. Aucun catéchisme particulier à une religion ne saurait être enseigné dans les écoles fondées par les *School-boards*. L'exemption de paiement pour l'école, accordée aux parents pauvres, doit être renouvelée au moins tous les six mois. Le *School-board* a le moyen de faire un grand pas dans la voie de l'instruction gratuite et obligatoire ; il peut établir dans son district, si celui-ci compte beaucoup de pauvres, des écoles gratuites, et surtout il peut décréter, pour toute l'étendue de ce district, l'obligation d'assister à l'école pour tous les enfants de cinq à treize ans : une distance de 4,800 mètres de l'école est une excuse valable qui dispense l'enfant de cette assistance. Le *Board* fixe les heures de travail dans les écoles soumises à sa tutelle. Lorsque l'inspecteur visite, tous les enfants âgés de plus de dix ans, qui à l'examen ont passé un certain degré d'instruction, sont dispensés de l'obligation d'assister à l'école, en tout ou en partie. Les règlements faits par les *School-boards* doivent être soumis à l'approbation du département de l'éducation ; celui-ci peut déclarer les *Boards* rebelles à la loi, lorsqu'ils ne s'y conforment pas, les casser et les remplacer par une commission qu'il nomme lui-même. Il peut aussi, pour égaliser les charges, réunir plusieurs districts en un seul, et dissoudre ensuite ces écoles qui s'il le juge nécessaire. L'entretien des écoles qui sont à la charge du *School-board*, la subvention donnée à d'autres pour arriver au chiffre prescrit par le département, et le salaire des employés, forment le budget des dépenses du *Board* : ces dépenses sont supportées par un fonds spécial, appelé *School-fund*, administré par le *Board*, dans chaque district. Ce fonds est alimenté par le paiement des élèves, les subventions de l'Etat, qui passent en partie par les mains du *Board*, et les emprunts dans la forme autorisée. Si ces ressources ne suffisent pas, le *Board* donne connaissance aux autorités locales de la somme nécessaire pour couvrir le restant des dépenses, et cette somme doit être prélevée sur la paroisse, au moyen d'une élévation des taxes locales. Les comptes de chaque *School-fund* sont vérifiés par le comptable de l'assistance publique (*poor-law auditor*), contrôlés par tous les inspecteurs du district, puis envoyés au département central, qui les publie. Les peines pour toutes fraudes dans l'élection des *Boards* sont les mêmes que pour l'élection des autorités locales.

A partir du 31 mars 1871, les dons du Parlement sont limités aux écoles primaires. Ces dons sont subdivisés en deux parts : 1^{re} les subventions accordées directement aux écoles particulières, conformément à l'ancienne loi. Pour les obtenir, les écoles doivent avoir un certificat des inspecteurs. Elles reçoivent une subvention proportionnelle à leur importance, mais qui ne saurait en aucun cas dépasser le chiffre de leurs autres recettes. Ces subventions ne peuvent jamais être accordées pour l'instruction religieuse. — 2^e Les subventions données aux *School-funds*, d'abord pour les écoles fondées par les *Boards*, dans la même proportion que si c'étaient des écoles particulières ; ensuite à titre d'allocation extraordinaire toutes les fois qu'une taxe de 1 pence pour livre ou de 1/80^e du revenu imposable, établie dans le district pour l'entretien des écoles du *School-board*, produit moins de 100 fr. en tout ou moins de 8 fr. 75 c. par enfant assistant à ces écoles.

Un rapport annuel doit être soumis au Parlement par le département de l'éducation. Cette loi, comme on le voit, pour objet d'obliger, non les enfants à fréquenter des écoles qui peuvent ne pas exister, mais chaque communauté à fournir à tous les enfants les

moyens de suivre une école. C'est l'instruction obligatoire pour ceux qui la donnent, non encore pour ceux qui la reçoivent. Mais le principe de la gratuité limitée et de l'obligation telle que nous l'entendons en France est inscrit dans la loi, comme le sont, au début, toutes les grandes réformes qui font les Anglais, c'est-à-dire à titre facultatif pour les autorités locales. Il s'appliquera tout naturellement le jour où, par l'effet de la loi actuelle, le terrain sera prêt pour le mettre en pratique.

L'auteur aborde ensuite l'examen de la législation concernant directement et spécialement les classes ouvrières, et il y distingue trois catégories : la première est toute de protection pour les faibles, les femmes, les enfants, interdisant certains travaux, marquant la limite des autres, sans pitié pour les exigences inhérentes, pleine de prévoyance pour tout ce qui concerne l'instruction élémentaire de l'enfant qui donne à ses parents le profit de son travail ; — la seconde est plus particulièrement relative au travail des mines, et stipule des précautions pour prévenir les accidents, soit de larges compensations au profit des victimes ; enfin, dans une dernière série, se trouve reproduite toute la législation qui régit les coalitions, les unions et les arbitrages.

Arrêtons-nous dans cette seconde application de l'intervention législative pour le règlement direct du sort des ouvriers, à ce qui nous ramène à notre premier extrait sur l'instruction primaire : cette fois le législateur n'a en vue que les travailleurs ; il ne songe qu'à protéger leurs enfants contre leurs patrons, souvent contre eux-mêmes.

... La clause en faveur de l'instruction des jeunes travailleurs, qui est due au premier sir Robert Peel, mais qui ne concernait alors que les apprentis, a ouvert la voie de l'instruction obligatoire. Développée et perfectionnée, elle me l'ai indiquée, par chaque nouvelle loi, elle est devenue l'objet principal de l'attention des inspecteurs, et elle occupe dans leurs rapports la place la plus considérable. L'expérience a montré que les enfants dits *half-timers*, c'est-à-dire ceux qui partagent leur journée entre l'école et le travail manuel, apprennent autant, s'ils sont réguliers dans leur assistance à l'école, que ceux qui ne sont pas employés dans les fabriques, et qu'ils y travaillent beaucoup mieux que ceux dont toute la journée se passe auprès des machines.

La loi de 1844 partage la journée en deux parties : la demi-journée de travail de l'enfant doit être prise le matin ou le soir, et non au milieu du jour, afin de lui laisser l'autre partie de la journée libre pour l'école. Le meilleur système est sans contredit celui où l'enfant va le matin à l'école et le soir à la fabrique ; mais il ne peut être généralement appliqué, la demi-journée nécessitant des relais d'enfants qui changent au milieu du jour. Tout enfant travaillant dans un établissement quelconque doit avoir deux certificats : l'un, du médecin, constatant son âge et sa santé ; l'autre du maître d'école, sa présence à l'école. Le certificat médical avait été inventé pour empêcher les fraudeurs sur l'âge des enfants, à une époque où les registres de l'état civil n'existaient pas en Angleterre. Aujourd'hui, on propose de le remplacer par l'extrait de naissance et de limiter le service médical à l'inspection des ateliers au point de vue de la santé des enfants. La nécessité de donner constamment de nouveaux certificats et la rétribution insuffisante accordée à ceux qui les donnent sont l'occasion de nombreuses difficultés et de constantes réclamations.

L'école est choisie par les parents de l'enfant, mais c'est le patron qui est tenu d'avoir le certificat ; et, afin que l'instruction de l'enfant ne soit pas une charge pour ses parents, c'est le patron qui paie l'école, toutes les fois que le prix ne dépasse pas un douzième du salaire de l'enfant. Mais le patron et les parents sont également responsables de l'assistance régulière de l'enfant à l'école.

L'un des principaux obstacles à l'application générale du système du *half-time* a été l'insuffisance des écoles primaires, tant en quantité qu'en qualité. La loi n'est applicable qu'aux enfants qui peuvent trouver une école à moins de 3,200 mètres de leur domicile ; le trop petit nombre des écoles laisse beaucoup d'enfants hors de cette catégorie. D'autre part, les écoles particulières non classées, et surtout les écoles laïques, n'offrent pas les garanties nécessaires pour assurer aux enfants une bonne instruction primaire. Dans son rapport du 31 octobre 1867, M. Redgrave, distingué trois sortes d'écoles particulières : 1^{re} celles qui sont ou subventionnées ou du moins visitées par les inspecteurs de l'instruction primaire ; 2^e celles qui sont tenues par un ministre religieux et ne sont pas laïques ; 3^e celles qui sont tenues par des laïques et ne sont pas inspectées non plus, déclare que ces dernières sont tout à fait insuffisantes et d'une qualité inférieure. Ces écoles, appelées généralement *Adventure Schools*, diminuent d'ailleurs tous les jours. Dans le district de Blackburn, après les *National Schools* ou écoles communales, ce sont les écoles catholiques qui donnent la plus grande proportion d'écoles inspectées : plus des cinq sixièmes de leurs enfants sont inspectés ; pour les écoles des dissidents, la proportion est inverse : plus des deux tiers de leurs enfants n'ont pas subi l'inspection. Les inspecteurs du gouvernement ont le devoir de contrôler et le droit d'annuler les certificats donnés par le maître d'école. Dans le seul district de Stockport, en moins de six mois de l'année 1866, M. Baker a été obligé d'annuler ainsi quarante certificats, soit parce que l'orthographe en était si défectueuse que le maître était évidemment aussi ignorant que ses élèves, soit parce que les enfants n'avaient pas assisté à l'école le temps réglementaire ; le premier de ces motifs donne la mesure de la capacité d'un grand nombre de ces maîtres d'école.

Tous les rapports des inspecteurs constatent le développement du *half-time system* et les effets heureux qu'il a eus sur l'instruction, l'intelligence et la bonne conduite de la jeune génération qu'il atteignait. Cependant, il ne s'est pas également développé partout ; ses progrès ont dépendu de la situation particulière de chaque industrie. Dans les établissements classés comme *factories*, la loi est aujourd'hui appliquée sans difficultés ; il n'en est pas de même des prescriptions nouvelles relatives aux *workshops*. Cependant l'on peut dire que ces dernières mesures ont rencontré moins d'obstacles que le *Factories Act* dans les premières années de son existence.

L'opposition au système du *half-time* vient tantôt des ouvriers eux-mêmes, tantôt des patrons.

En bien des cas, les ouvriers n'ont vu dans ces mesures protectrices qu'une réduction des bénéfices que leur assurait le travail de leurs enfants, et ils ont cherché à les soustraire à cette protection. Ainsi bien des enfants passent constamment d'un atelier à l'autre pour éluder la nécessité du certificat. Dans les forges, les ouvriers n'ont pas encore compris les avantages de l'éducation pour leurs enfants, et maintes fois les inspecteurs se plaignent de leur résistance à la loi.

L'opposition des patrons se révèle de deux manières. Dans les *workshops*, ils négligent ou même la loi. Dans les *factories*, c'est-à-dire surtout dans la grande industrie, ils ont pure-

ment et simplement remplacé les jeunes ouvriers, qui étaient soumis au *half-time*, par des ouvriers plus âgés. C'est ce qui est arrivé à Londres et particulièrement à Spitalfields, et dans le fait de la cité, où la misère universelle et le faible taux des salaires appellent d'autres réformes que celle-là. Il en a été de même dans presque toute l'industrie du fer ; en 1867, la loi qui la soumettait aux affaires étaient mauvaises, les patrons, plutôt que d'augmenter leurs charges en gardant les enfants soumis au *half-time*, les ont tous congédiés, non sans exciter de vives réclamations dans les familles, qui se plaignaient amèrement de cette triste conséquence de la protection de l'Etat.

Les résultats obtenus par les lois sur le *half-time* n'en ont pas moins été considérables. Le district des poteries du Staffordshire, où il avait d'abord rencontré une grande résistance, l'a franchement acceptée ; les rapports des inspecteurs donnent un aperçu de ses progrès annuels dans chaque industrie, et l'on peut constater dans ces documents que le nombre de celles qui en ont reconnu les bienfaits augmente rapidement ; les ouvriers commencent enfin à payer volontiers pour les *half-timers* ceux des frais d'école qui sont à leur charge. En 1866, M. Baker comptait 70,000 de ces enfants dans son inspection, et M. Redgrave autant dans la sienne en 1869. Le système du *half-time* est aujourd'hui universellement adopté dans le Lancashire, où il produit les meilleurs effets. Il n'a pu s'établir de même à Glasgow, dans les industries textiles analogues à celle du Lancashire. Le motif de cette différence est évident. Dans le Lancashire, les perfectionnements des machines ont été plus rapides que l'accroissement de la population ; ils ont augmenté constamment la demande du travail des enfants, et des manufactures, ne pouvant se priver de cette classe d'ouvriers, les ont pris en se soumettant aux règlements du *Factories Act*. A Glasgow, au contraire, la population augmentant plus rapidement que ne le comportait le développement de l'industrie mécanique, les manufactures ont pu choisir de préférence les enfants âgés de plus de treize ans, et les autres ont été écartés. Les chiffres suivants indiquent d'ailleurs, d'une manière exacte, les progrès du *half-time* dans les flutures du Royaume-Uni.

	1838	1850	1856	1868
Nombre total des enfants	423,400	596,082	682,947	857,890
Nombre total des <i>half-timers</i>	29,238	35,122	46,071	55,464

Dans les établissements où la loi est appliquée depuis trente-trois ans, le nombre des ouvriers sachant lire et écrire a augmenté de 40 0/0.

de ses troupes dans Sainte-Marie-Chénès. J'occupais ainsi la seule position avantageuse que j'aie pu avoir. Je ne la quittai point avant la fin de la bataille, et il n'y a pas un général capable de commander une armée qui oserait dire que j'aurais dû en occuper une autre. Ce n'est pas l'affaire du général en chef de se battre l'épée à la main, comme je l'avais fait deux jours auparavant à Rezonville, où, trouvant des batteries abandonnées, je m'élançai le sabre à la main, si bien que, dix minutes plus tard, si je n'avais pas été délivré par des efforts vigoureux, je serais resté prisonnier dans les mains des hussards de Brunswick.

— Mais, monsieur le maréchal, il y a des officiers qui disent que pendant toute la journée l'armée française avait gagné du terrain et que, croyant à la victoire, elle a été surprise le soir de voir l'armée campée en arrière.

— La bataille d'Ammanvillers ou de Gravelotte, dit le maréchal, dont j'avais seul conçu le plan, n'a jamais été dans mon intention un mouvement offensif.

— Je n'aurais jamais eu la pensée de combattre 250,000 hommes solidement retranchés, avec 90,000 hommes dont je sentais le poids. Ce que je voulais faire, c'était amener un engagement important et détruire autant d'ennemis que possible, en ayant soin de ménager mes hommes, puis, après plusieurs affaires de ce genre, j'espérais forcer solidement un passage, non, comme on pouvait s'y attendre, par une ligne de retraite, mais en repassant la Moselle et en me jetant vivement en Alsace pour délivrer Strasbourg et couvrir l'Alsace et la Lorraine. Tel était mon but.

Pendant l'affaire d'Ammanvillers, les régiments occupaient donc simplement, aux heures que j'avais fixées, les positions défensives que je leur avais indiquées; mais ils ne s'avancèrent pas. Un seul corps, le quatrième, fit un prétendu mouvement tournant pour distraire l'attention de l'ennemi; mais, quant aux autres, ils prirent part à un engagement défensif qui réussit admirablement, et qui fut pour les Allemands le combat le plus meurtrier de toute la campagne.

— Mais quand vous prîtes le commandement, vous deviez avoir des instructions vous permettant d'agir de concert avec les autres corps, et je suis surpris que vous parliez d'arrangements à vous propres, ce qui ferait de votre action une action isolée et indépendante.

— Je n'avais absolument pas d'instructions lorsque le 12 je vis notre cher et malheureux empereur; je le suppliai de donner le commandement au maréchal de Mac-Mahon et au maréchal Canrobert, mais l'empereur insista et je donnai les ordres. Lorsque je lui demandai des instructions: « Faites pour le mieux », dit-il. A ce moment la position était déjà très embarrassante. Après Reichshoffen et Forbach nous n'avions plus d'ail droite, et les Allemands pouvaient à loisir opérer leur mouvement tournant, dont l'effet fut de m'investir.

— J'écrivis alors au maréchal de Mac-Mahon, que je tenais de me retirer, non sur Verdun, mais sur les fortresses du Nord. Lorsque le maréchal, après quelques hésitations et après s'être efforcé de rebrousser sur Paris, obéit aux instructions du ministre de la guerre et quitta Reims, il me croyait déjà dans la direction des fortresses du Nord et il arriva à Sedan. Quant à moi, qui ne pouvais pas le rejoindre, étant investi, je n'avais plus qu'à me régler sur mes inspirations.

— Cependant, repris-je, on dit qu'un garde-chasse, du nom de Scalabrino, vous a remis personnellement, le 23, une dépêche du maréchal de Mac-Mahon, qui vous expliquait la ligne que vous aviez à suivre et la direction à prendre.

— Le maréchal haussa les épaules: « Je n'ai jamais reçu de courriers. Je n'ai jamais vu Scalabrino ni aucun garde-chasse. Je n'ai jamais reçu de dépêche de Mac-Mahon avant le 30 août. Depuis lors, j'en ai reçu beaucoup, parce que c'était l'intérêt des Allemands de le laisser passer. Le procès éternel de ce point très clair. Je n'ai jamais été confronté avec personne qui maintienne qu'il n'ait remis le 30 une dépêche quelconque de Mac-Mahon avant le 30.

— Vous venez de dire que vous n'aviez que quatre-vingt-dix mille hommes à opposer aux armées allemandes; cependant il y a eu cent soixante-dix mille prisonniers.

— Oui, j'avais cent soixante-dix mille hommes rationnés, mais je n'avais que quatre-vingt-dix mille combattants.

— Nous restâmes silencieux pendant quelques instants. Je dis ensuite:

— On vous blâme aussi de n'avoir pas brûlé les aigles.

— Mais j'avais donné un ordre pressant dans ce but au général Solle, ainsi qu'au général Jarras, chef d'état-major. Ils ont peut-être pensé qu'ils pouvaient attendre, puis il a été trop tard.

— J'ose à peine vous demander, monsieur le maréchal, s'il est vrai que vous ayez dû avec le prince Frédéric-Charles avant la capitulation de Metz?

— Oh! vous pouvez me demander tout ce que vous voudrez. Je voudrais que tous ceux qui parlent de moi fissent ce que vous faites. Voici ce qui doit avoir donné lieu à ce bruit: le 28, j'ai été à Corby avec mes officiers, il pleuvait; nous étions mouillés jusqu'aux os. Le prince était absent, je l'attendis; comme nous étions fatigués et harassés, on nous offrit une tasse de bouillon. J'y trempai mes lèvres pour ne pas refuser; je ne sais pas si mes officiers en firent autant. Deux jours après, on disait que j'avais assisté à un grand dîner donné par le général en chef de l'armée ennemie.

— Quand Metz s'est rendu, est-il vrai qu'on y ait trouvé des provisions abondantes, tandis que la veille les habitants mouraient de faim?

— L'enquête officielle atteste qu'on a trouvé dans les magasins une journée de rations de 300 grammes; les habitants qui avaient des provisions les sortirent des qu'ils virent que le siège était terminé. Mais nous avions fait des perquisitions partout sans rien trouver, tant ces provisions-là étaient bien cachées. D'ailleurs, quel intérêt aurais-je pu avoir à faire un acte pareil?

— On dit, repris-je avec hésitation, que vous aviez la pensée de faire entrer l'Alsace et la Lorraine en duché neutre et d'en être le duc; on ajoute que M. de Bismarck vous a ouvert cette perspective.

— Le maréchal éclata de rire.

— Ni M. de Bismarck ni M. le prince Frédéric-Charles ne me croyaient assez sot pour cela. D'ailleurs, si l'Alsace et la Lorraine avaient été érigées en duchés ou en principautés, ce n'est pas moi que M. de Bismarck les aurait confiées; il avait un candidat tout prêt. Mais on a dit sur moi toutes sortes de choses fausses.

— Lorsque je suis revenu de Mexico, on a dit que je possédais des richesses colossales. La vérité est que je n'avais pas un sou, et que j'avais plutôt des dettes. Le pauvre empereur Maximilien m'avait donné la villa de Bonavista, que j'étais sur le point d'échanger contre 100,000 piastres. Je n'ai pas réclamé l'argent, et j'aurais été confiné dans la villa. M. le maréchal, ma femme, est sans fortune; elle aura peut-être un jour 4 à 500,000 francs. « Voici tous mes trésors », dit-il en sortant de la cham-

bre où nous étions et en me montrant ses trois enfants qui jouaient sur la pelouse et qu'on lui permit d'avoir de dix à quatre heures. Il me fit signe de le suivre, et nous nous dirigeâmes vers la pelouse, à l'extrémité de laquelle se promenait un factionnaire. Le maréchal détacha la tête chaque fois que nous nous trouvâmes près de ce point. Je repris la conversation:

— Il est possible qu'un décret de non-lieu, pour cause d'éléments insuffisants, soit prononcé.

— Je ne sais ce qu'on fera. J'ai une entière confiance dans la loyauté de M. Thiers. Je suis résigné à tout.

— Mais si le procès a lieu, vous aurez à vous défendre?

— Oh! certainement, s'écria-t-il avec vivacité. Je veux laisser à mes enfants un nom sans tache. Il faut que le public sache quels éléments j'avais entre les mains et jusqu'à quel point je suis responsable de ce qui est arrivé. Il faut que la vérité soit connue. Quand on a voulu lire les dépositions, j'ai refusé, et j'ai désiré qu'elles fussent remises à mon conseil, M. Lachand. Si le procès a lieu, j'aurai le temps de les lire; sinon, je ne tiens pas à connaître les noms de ceux qui ont déposé contre moi. Mais venez, dit-il, je veux vous montrer ma chambre à coucher, car je ne veux pas que l'on dise que je suis plus mal traité que je ne le suis réellement.

— Je remerciai le maréchal de sa réception et lui demandai la permission de présenter mes respectueux adieux à M. le maréchal, que je trouvais dans le salon avec l'aide de camp, M. Villette, et M. de Marady. Le maréchal paraissait extrêmement désireux que le procès ait lieu, et semble supporter avec impatience et avec quelque amertume la captivité de son mari.

— Je partis. Le maréchal m'accompagna quelques pas, puis me laissa avec le capitaine Clapeyron. A peine si le maréchal nous avait quittés, le capitaine Clapeyron me dit: « Lors que vous avez parlé d'une ordonnance de non-lieu, le maréchal vous a dit qu'il était prêt à tout: cela veut dire qu'il ne s'élève pas contre les vues de M. Thiers, en qui il a une confiance implicite; mais lui et nous tous nous serions les gens les plus malheureux au monde si le procès n'avait plus lieu. Il faut que les faits soient connus. Si le maréchal est mis en liberté par une ordonnance de non-lieu, ses dix mois de captivité auront été sans profit pour lui. Tout le monde dira qu'on n'a rien prouvé du tout. Ce serait un malheur. Il faut que le procès ait lieu le plus tôt possible, il le faut! »

M. Dufaure est chargé de la rédaction du projet de loi sur la transmission des pouvoirs, et de celui concernant les modifications à apporter à la loi électorale. M. Thiers s'est réservé, dit-on, de préparer le projet relatif à l'institution d'une seconde Chambre.

(Constitutionnel.)

Grande-Bretagne.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 21 mars.

M. HARDY propose à la Chambre de voter une adresse à la couronne, priant Sa Majesté de vouloir bien déclarer aux puissances maritimes étrangères et au gouvernement des Etats-Unis que Sa Majesté désapprouve l'interprétation donnée par les arbitres de Genève aux trois principes de droit international indiqués dans l'art. 6 du traité de Washington.

L'orateur insiste sur la nécessité de s'entendre avec les puissances étrangères quant aux obligations futures des neutres, attendu que l'interprétation donnée par les arbitres aux principes exprimés dans le traité de Washington a modifié les règles précédemment admises par le droit international. Ces principes, tels qu'ils ont été compris par les arbitres, exagèrent, dans la pensée de l'orateur, les droits des puissances belligérantes vis-à-vis des neutres.

L'orateur dit que le devoir du Parlement est de déclarer si oui ou non les principes admis par les arbitres restent debout pour l'avenir. Les Etats-Unis, grâce à l'application de ces principes, ont fait dépendre du résultat atteint la preuve de l'observation des règles de la neutralité.

L'auteur de la motion proteste contre ce mode d'appréciation, pour mieux faire ressortir la nécessité de préciser les obligations des neutres en cas de guerre; la définition exacte de ces obligations est réclamée par l'orateur dans l'intérêt, dit-il, de l'honneur et de la sécurité de l'Angleterre et de toutes les autres nations civilisées, neutres ou belligérantes.

M. FORSTER dit que c'est l'ambiguïté du texte de la loi municipale anglaise qui a permis aux Etats-Unis d'élever des réclamations à charge de l'Angleterre à propos de l'affaire de l'Alabama.

La motion constitue toutefois un blâme à l'adresse des arbitres, et cette seule considération décide le gouvernement à repousser la proposition. Le gouvernement de S. M. a été lui-même d'avis que les règles dont il est question dans le traité de Washington doivent être nettement définies et bien comprises, et il a adressé aux Etats-Unis une communication conçue en ce sens, mais les travaux des arbitres ont suspendu la correspondance, et le gouvernement de Sa Majesté ne croit plus devoir insister maintenant pour obtenir une réponse. Le gouvernement anglais, d'ailleurs, ne s'est pas engagé à accepter les opinions exprimées par les arbitres, mais seulement leur décision définitive. Dans ces circonstances, il est préférable que l'Angleterre n'insiste pas pour avoir une réponse plutôt que de s'exposer à ce qu'on lui reproche d'avoir mal accueilli le jugement des arbitres.

M. VERNON HARCOURT exprime l'opinion que la Chambre des Communes a le droit de discuter des questions de cette nature. Les règles contre lesquelles proteste la motion ne manquent pas de faire surgir plus tard bien des malentendus et des différends sérieux. Si, par exemple, la France et l'Allemagne devaient de nouveau se trouver en guerre l'une contre l'autre, et qu'une flotte française s'arrêât à Heligoland pour y prendre du charbon, l'Allemagne aurait le droit, en se basant sur les nouveaux principes admis par les arbitres de Genève, de reprocher à l'Angleterre d'avoir violé la neutralité. Je proteste, dit l'orateur, contre les règles qui nous imposent la responsabilité d'actes qu'il est impossible d'empêcher. Les règles nouvelles sont si mauvaises qu'il ne faut même pas songer à les modifier. Ce qu'il y aurait de mieux à faire, ce serait de les considérer pour l'avenir comme n'existant pas et de conseiller aux Etats-Unis d'en faire autant.

M. HATHORNE nie que les règles puissent rendre la neutralité plus onéreuse qu'auparavant. Il soutient que le danger d'une guerre était beaucoup plus grand avant le traité qu'il ne l'est aujourd'hui. Les règles ont été conçues dans l'intérêt de la paix et pour la protection de toutes les nations, principalement de la nôtre. Si on les abrogeait et qu'une guerre étrangère vint à éclater, tout notre commerce de transport passerait dans les mains des neutres.

M. GREGORY s'abstient de discuter la question au point de vue commercial. Il prétend qu'il s'agit du principe du droit et de l'abus, et d'une question de paix et de guerre.

M. LAING s'oppose formellement à la continuation de ce débat en se fondant sur ce que l'entente avec les Etats-Unis n'est pas définitivement établie. Il pense que si nous adoptions ce principe humain et libéral des droits internationaux, nous n'aurions en fin de compte qu'à y gagner.

SIR S. NORTHGOTE se plaint que le discours de M. Forster ait laissé la solution de la question plus incertaine que jamais. Les arbitres n'ont sans doute fait usage d'aucunes expressions, n'ont introduit dans leur jugement aucuns principes capables de susciter des embarras extrêmes, une fois qu'ils seront incorporés dans le droit international. Il est néanmoins impossible de se contenter des termes contenus dans le jugement arbitral. L'orateur espère que le gouvernement ne voudra pas se laisser entraîner, par négligence ou mauvais vouloir, dans une situation qui serait un sérieux embarras national et international.

L'orateur général ne pense pas qu'il convienne à la Chambre des Communes, après qu'elle a sanctionné l'arbitrage, de produire une irritation en discutant l'indemnité qu'elle a votée. La résolution qu'on propose équivaut à une censure à l'adresse des arbitres. Il demande à l'assemblée si elle est disposée, non seulement à prononcer cette condamnation, mais à annihiler tout le bien qui a été fait et qui peut se faire encore au moyen de l'arbitrage. Le mieux que nous puissions faire, dit-il, est de payer et de nous taire. Les « règles » dont on se plaint sont favorables et semblent devoir profiter à nous plus qu'à toute autre nation. Sans doute les arbitres ont envisagé faussement le devoir qui leur incombait, lequel se réduisait à vérifier s'il y avait une responsabilité pécuniaire dans les actes qui leur étaient soumis, et à décider la somme d'indemnité due.

L'orateur ajoute qu'aucune démarche ne sera faite pour recommander les « règles » à d'autres puissances, jusqu'à ce qu'on se soit entendu avec les Etats-Unis. Mais le moment présent n'est pas favorable pour négocier avec eux.

M. DISRAELI se plaint à conclure du discours de l'orateur général que le gouvernement se dispose à désavouer l'interprétation donnée aux règles par le tribunal arbitral de Genève, et s'engage à ne les soumettre à aucune puissance étrangère qu'avec sa propre interprétation contraire à celle dudit tribunal et conforme à la définition donnée spécialement par le lord-chancelier. Cette interprétation fait comprendre la nécessité d'une discussion dans la Chambre des Communes et peut rendre un vote inutile, pour peu que le premier ministre veuille la confirmer. L'orateur craint que le gouvernement n'ait senti toute la gravité de la question. Il le conjure de ne pas perdre de temps pour communiquer aux puissances étrangères le sens précis qu'il attache aux « règles » dont il s'agit, et cela afin de prévenir de sérieux malentendus dans l'avenir.

M. GLADSTONE donne au prochain et à la Chambre l'assurance que le gouvernement n'a jamais changé d'opinion à l'égard des « règles », et qu'il n'a nullement négligé cette affaire. Du reste, il ne croit pas le moment opportun pour presser les Etats-Unis de signifier les « règles » aux puissances maritimes. Néanmoins, il espère qu'une communication en commun pourra être faite, bien qu'en cas d'une guerre avec une puissance européenne elles ne puissent faire l'objet d'une question. Le gouvernement ne peut accepter la proposition d'une pétition à la reine. Mais en réalité il n'y a pas de dissentiment essentiel entre les ministres et l'opposition quant aux mérites de la question. Par conséquent les deux côtés de la Chambre ne différencient pas d'opinion. Le gouvernement veillera à ce qu'il n'y ait aucune ambiguïté dans les démarches communes de l'Angleterre et des Etats-Unis, en vue de recommander les « règles » (et non les interprétations des arbitres) à l'acceptation des autres puissances maritimes.

M. LAING se déclare satisfait de la déclaration du premier ministre et retire sa motion. Le reste de la séance n'offre pas d'intérêt pour l'étranger.

Les trois règles de droit international qui ont été l'objet d'une importante discussion dans la dernière séance de la Chambre des Communes sont ainsi conçues: « Tout gouvernement neutre est tenu de prendre les précautions nécessaires pour empêcher l'équipement de tout navire qui, d'après des raisonnables suppositions, a mission de faire la guerre à une puissance avec laquelle ce gouvernement neutre est en paix; de prendre les précautions nécessai-

res pour empêcher le départ de tels navires, et de ne pas permettre à l'un ou à l'autre des belligérants de faire des ports neutres ou des eaux neutres la base d'opérations navales, ou d'y faire des approvisionnements de munitions ou d'hommes. »

Le chef du département des postes, M. le conseiller fédéral Borel, s'est rendu dernièrement à Turin, afin de représenter dans cette ville les intérêts de la Suisse dans la question du chemin de fer du Simplon.

On parle en effet de constituer dans cette ville une grande société financière qui offrirait toutes les garanties d'honorabilité, de capacité et de solidité, laquelle se serait déjà déclarée prête à établir une communication par voie ferrée reliant la vallée de l'Adige avec celle du Valais par le Simplon.

On écrit de Lausanne au Journal de Genève:

« Les lecteurs de votre journal se rappellent sans doute le consciencieux ouvrage de M. Edouard Dor, sur l'instruction publique en Egypte. Ils apprendront avec intérêt que son auteur vient d'être nommé par le vice-roi Directeur de l'instruction publique, et du bureau de statistique. Cette position, qui a été créée à son occasion, équivaut à celle de chef de cabinet. »

Espagne.

Les journaux de Madrid publient une proclamation du ministre de la guerre à l'armée. Dans ce document, M. Acosta dit que sans discipline, sans respect des lois militaires et des autorités, sans esprit de corps, l'armée est impossible. Puis, après avoir conjuré les soldats, au nom du pouvoir exécutif, de rester fidèles à leurs devoirs et à la patrie, le ministre leur rappelle les ennemis de l'Espagne et de la République, les carlistes, « ces hommes qui assassinent au nom de Dieu et avec les mains consacrées au culte de la religion; qui pillent au nom de la propriété; qui détruisent, ravagent, incendient au nom de la patrie; et, au nom de l'intégrité nationale, mettent perfidement en péril notre territoire sacré. »

Une lettre de Pamplonne apporte la nouvelle satisfaisante que les désertions des officiers de l'armée du Nord n'ont pas l'importance qu'on leur supposait.

Les députés de Galice et d'Andalousie viennent de déposer à l'Assemblée un projet de loi demandant que toutes les villes maritimes de ces deux provinces soient déclarées ports francs; en compensation, ces deux provinces verseraient au trésor national le montant des recettes moyennes de la douane, déduction faite des frais du fisc.

El Imparcial rapporte que les députations provinciales de Catalogne ont demandé par télégraphe au gouvernement le remplacement du général Contreras.

Le même journal dit qu'il paraît que le gouvernement français a l'intention de proposer à celui de la république espagnole de déclarer neutres les chemins de fer du Nord de l'Espagne, dans lesquels sont intéressés un grand nombre de capitalistes français. El Imparcial ajoute que cette demande aurait une véritable gravité, et qu'il ne serait pas étonnant que le cabinet espagnol ne consentît pas à prendre cette mesure.

— Voici un extrait de quelques nouvelles adressées d'Espagne à la Presse et qui confirment les rumeurs qui circulent sur le désordre croissant dans ce pays et le théâtre:

« Le désordre domine dans les provinces. A Quijano de Granadilla (Caceres), le conseil municipal et les juges ont couru risque de la vie dans une tumultueuse émeute. Même émeute populaire à Javalquinto. »

« Dans le district de Badajoz, c'est beaucoup plus grave; un grand nombre de pauvres gens des campagnes traduisent république par socialisme et veulent procéder à la liquidation sociale en partageant le bien d'autrui. »

« A Malaga, envahissement de la caserne de la garde civile (gendarmérie), d'où l'on envoya 62 fusils remington et 90 sabres. »

« A Zafra, pillage de plusieurs maisons particulières, entre autres celle de l'ancien gouverneur de la province, Terro. »

« A Feria, la garde civile a été plusieurs fois sur le point d'en venir aux mains avec la plebe. »

« A Zuzena, l'hôtel de ville a été envahi par la foule, qui voulait détruire tous les registres. »

« A Alconchel, plusieurs fermes ont été incendiées ou détruites, et les biens partagés. »

Plus de cinq mille mètres de clôtures ont été détruits.

« A Barcarotta, tous les murs de séparation ont été renversés et des maisons brûlées. »

« A Burguillos, la populace, forçant tout le monde à la suivre, s'est élancée dans la campagne et a détruit plus de cinquante mille mètres de clôtures et toutes les maisons qu'elle a rencontrées sur son passage. »

« A Oliva de Jerez (Badajoz) mêmes scènes de vandalisme et de destruction. Toutes sortes d'attentats sur les personnes et sur les propriétés. »

« A Salvacanea, province de Cuenca, on s'est partagé les biens de la comtesse de Montijo, du comte de Valhermoso et du marquis de Campo Verde. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

Pour l'intelligence de l'incident soulevé par M. Richter dans la séance du Parlement de l'Empire dont on a lu plus haut le compte-rendu, — incident relatif à l'institution d'une seconde série de dotations au profit des hommes qui se sont distingués particulièrement pendant la guerre franco-allemande, — nous croyons devoir reproduire l'article suivant de la National-Zeitung:

« M. Eugène Richter, député au Parlement, revient longuement aujourd'hui, 25 mars, dans les colonnes de la Vossische Zeitung, sur la question soulevée par lui dans la séance d'hier à propos de dotations que S. M. l'empereur aurait accordées sur le montant des intérêts du fonds des dotations (4 millions de thalers). Autant que nous sachions, le fait est exact, mais il ne regarde en rien M. Richter, et l'insistance que ce député a montrée hier à cet égard est un nouvel exemple de combien il aime porter à la tribune du Parlement des commémorations politiques peu dignes de l'Assemblée, et sans aucun rapport avec les questions à l'ordre du jour. »

« La loi du 22 juin 1871 met à la disposition de l'empereur « une somme de quatre millions pour être distribuée en dotations » aux chefs militaires et hommes d'Etat allemands qui ont contribué d'une manière éminente aux succès de la guerre. » Le chancelier de l'Empire est uniquement responsable de ce que cette somme de 4 millions reçoive l'emploi conforme à son but, — et quant à cet emploi, personne n'a élevé une réclamation quelconque. »

« Or si, dans le délai écoulé entre l'allocation de cette somme et l'époque où fut fait le choix des chefs militaires et hommes d'Etat à doter, dans les divers pays de l'Allemagne, le capital de dotation mis à la disposition de l'empereur a été placé à intérêt, cela démontre, uniquement l'esprit d'économie qui a toujours distingué la plupart des Hohenzollern dans la gestion de leurs affaires. Et si Sa Majesté a jugé opportun d'employer le montant de ces intérêts à un but parfaitement conforme à l'esprit de la loi sur les dotations, cela ne regarde pas plus M. Richter que ce qui se soit, et M. de Bismarck et Delbrück n'ont fait que leur devoir en répondant qu'ils n'avaient aucune connaissance de dotations accordées sur le montant de ces intérêts, car pour eux ces intérêts n'existent pas. »

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Madrid, mercredi 26 mars.

D'après l'Imparcial, don Carlos a abdiqué en faveur de son fils l'infant Jacques (né le 27 juin 1870 et qui sera placé sous la régence du prince Alphonse, frère de don Carlos).

Autre dépêche.

Vienne, jeudi 27 mars.

La Chambre des Seigneurs a voté en bloc, en deuxième et en troisième lecture, la loi sur les élections directes, et cela avec une majorité qui dépasse de dix-huit voix la majorité nécessaire des deux tiers; elle a également voté en troisième lecture le règlement électoral et ses annexes.

Autre dépêche.

Paris, jeudi 27 mars.

L'Agence Havas annonce de Madrid, le 26, que des carlistes armés ont franchi la frontière française, et ont entouré la mai-

son d'un maire français pour amener deux carlistes qui y étaient détenus.

Autre dépêche.

Londres, jeudi 27 mars.

Le comte de Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne, est mort hier au soir. La Chambre des Communes a adopté, à la majorité de 280 voix contre 217, le bill sur les serments, que M. Disraeli combattait et que soutenait le ministère.

Autre dépêche.

Bucharest, jeudi 27 mars.

La Chambre a voté, à la majorité de 52 voix contre 23, une loi autorisant le gouvernement à contracter un emprunt provisoire de 10 1/2 millions de francs à couvrir par la vente de domaines.

BOURSE DE BERLIN DU 27 MARS.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 1/2 th. pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersbourg, 89 3/8 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 82 1/4 th. pour 90 r.
Prix de la demi-impériale 5 th. 15 3/4 silb.
Emprunt russe de 1872 93 1/4
Emprunt russe de 1873 91 7/8
Obligations consolidées de 1870 91 7/8
Emprunt russe 3 0/0 66 1/2
1^{er} emprunt à lots et primes 130 3/4
2^e emprunt à lots et primes 127 7/8
5^e emprunt (1854) 76 7/8
6^e emprunt (1855) 90 1/2
Obligations 5 0/0 de la Société de Crédit foncier russe 71 th.
Obligations de la Grande Société des chemins de fer 93 1/2
Oblig. de la Société du chemin de fer Kourak-Kiev, 85.

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PÉTERSBOURG.

Jeudi 15 (27) mars.

Lieux.	Hauteur à l'heure.	État de la mer.	Température de l'air.	État de la mer.	Température de l'eau.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Petersb.	9 h. s. hier 771.2	+12.4	-1.6	+1.4	94	0	0	0
7 h. m. auj.	769.2	+10.6	-0.7	+4.1	85	10	0	1
1 h. ap. m.	769.1	+10.3	+2.5	+3.1	80	9	0	0

Du 4 (16) mars.

Nertchinsk 717 + 11 - 15 - 69 ... 0 0

Du 14 (26) mars.

Paris... 765 + 5 + 9 + 3 ... 0 1

Constant... 763 + 1 + 8 + 0 ... 10 2

Du 15 (27) mars.

Urkhangal 754 0 - 7 - 1 94 10 S3

Arkhangel 761 + 4 + 2 + 7 0 0 2

Nicolaïev 760 + 1 + 1 + 83 1 NO3

Kuopio 756 + 8 + 1 + 7 87 10 Q 2

Tamperfors 759 + 9 + 1 + 30 0 NO1

Helsingf. 769 + 12 + 0 + 5 10 0 2

Petersb. 769 + 11 + 1 + 4 85 10 O1

Reval 769 + 13 + 3 + 7 80 8 SO4

Dorpat 767 + 14 + 0 + 4 72 1 2 10

LA DIRECTION

А. И. ПОДКОПАЕВ, А. И. ПОДКОПАЕВ, А. И. ПОДКОПАЕВ,